

Adresse du SNEP-FSU à l'attention du ministre de l'Éducation nationale sur la situation de Mayotte

Le SNEP-FSU considère que le mouvement social actuel concernant l'éducation, la place et le rôle de l'État dans l'archipel de Mayotte depuis plus d'un mois porte des revendications légitimes.

Il tient à rappeler que ce mouvement s'est déclenché suite à des violences aux abords des établissements et à des intrusions dans ceux-ci ainsi qu'à des violences dans les transports scolaires. De droits de retrait exercés par les personnels de l'éducation et par les chauffeurs de bus, le mouvement de protestation s'est mué en grève générale puis en une stigmatisation exacerbée de l'étranger (en situation irrégulière ou non), cible principale de la population.

Mayotte a besoin de plus d'État, de personnels titulaires en nombre, de plus de structures scolaires fonctionnelles et de services publics à la hauteur des enjeux de développement du département le plus pauvre d'Europe.

Chacun doit œuvrer pour que Mayotte retrouve une vie apaisée et que nos élèves puissent bénéficier des meilleures conditions de travail et de vie pour réussir.

Seul un plan Marshall d'investissement, de recrutement et de développement pourra permettre à Mayotte, département le plus pauvre d'Europe de rattraper son retard !

Mayotte a besoin d'équipements sportifs scolaires et de structures publiques en nombre afin de répondre aux besoins croissants de notre jeunesse. L'éducation et la formation de la jeunesse doivent reprendre une place centrale dans les chantiers qui vont s'ouvrir avec le nouveau préfet. Les mineurs isolés doivent être pris en charge par l'école et doivent bénéficier de la solidarité nationale.

Les mots ne suffisent plus ! Il est temps d'agir pour une réelle égalité ! Il est temps de mettre fin à la grande souffrance des personnels qui vivent dans l'insécurité tant dans leur travail quotidien qu'à leur domicile. Ce sera un des leviers pour restaurer l'attractivité du département.

Il en va de la responsabilité de l'État. Il est urgent que la puissance publique reprenne toute sa place afin que les élèves et les personnels puissent vivre dans un pays en paix.

Le SNEP-FSU est prêt à y contribuer.

Adopté à l'unanimité